

La Banque mondiale finance la lutte contre le stress hydrique et l'insécurité alimentaire

Dossier de la rédaction de H2o
October 2021

La Banque mondiale a approuvé un financement pour aider le Niger à mieux tirer parti de ses rares ressources en eau et, à renforcer ainsi, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de ses habitants. Le projet de plateforme intelligente pour la sécurité hydrique utilisera des technologies novatrices pour promouvoir la gestion participative des ressources en eau du pays, optimiser l'approvisionnement, l'assainissement et la prestation de services d'irrigation, tout en veillant à assurer une viabilité à long terme de ces améliorations.

Au Niger, de nombreux ménages ne sont pas raccordés à un système d'alimentation en eau potable et les familles consacrent beaucoup de temps à la collecte de l'eau, une tâche qui empêche souvent les filles d'aller à l'école. Ainsi en 2017, seule la moitié de la population avait accès aux services d'eau domestiques. En raison du changement climatique, les régimes de pluie sont devenus plus courts mais plus intenses, ce qui nuit à la productivité agricole et, par ricochet, à la sécurité alimentaire. Enfin, une mauvaise gestion des ressources en eau et la dégradation généralisée des sols résultant de pratiques agricoles et de pâturage excessifs ont limité l'accès à l'eau et aux terres arables. "L'accès à des services sociaux de base accessibles pour tous les Nigériens est fondamental pour améliorer le capital humain et les moyens de subsistance, explique Joëlle Dehasse, responsable des opérations de la Banque mondiale pour le Niger. Ce projet constitue un investissement déterminant pour améliorer l'accès à l'eau et la gestion d'une ressource rare dans un pays aux prises avec les effets du changement climatique. Il aidera le Niger à améliorer la qualité et la viabilité des services d'eau essentiels à tous les niveaux, qu'il s'agisse de l'irrigation à petite échelle, de l'abreuvement du bétail et de la transformation des fourrages, de l'extension des services d'approvisionnement et des installations sanitaires publiques, de la promotion d'une bonne hygiène pour de meilleurs résultats de santé ou des formes institutionnelles." Le projet vise à renforcer la gestion des ressources hydriques, à élargir l'accès aux services d'eau et à améliorer la résilience face à sa variabilité selon les régions du pays. Plus précisément, sa mise en œuvre contribuera à améliorer la gestion des ressources hydriques grâce à de meilleurs systèmes de surveillance et au renforcement des capacités ; à mobiliser les ressources en eau et promouvoir une utilisation durable dans tous les secteurs ; à restaurer l'environnement afin d'améliorer la résilience des moyens de subsistance agricoles et ruraux face à la sécheresse et aux inondations tout en favorisant la conservation des terres et de l'eau ; à étendre les services de développement rural, notamment l'irrigation à petite échelle et les activités liées à l'utilisation de l'eau pour les éleveurs et l'aquaculture ; à améliorer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, tout en veillant à favoriser la résilience et à limiter les émissions de carbone. Environ trois millions de personnes bénéficieront directement du projet. Cette opération, financée par un crédit de l'Association internationale de développement (IDA, institution de la Banque mondiale en charge de l'aide aux pays les plus pauvres) pour un montant de 400 millions de dollars, est conforme aux orientations de la Déclaration de politique générale du Niger, dont le troisième axe est consacré au développement du capital humain.

Banque mondiale